

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Discours prononcé par M. Charles Goerens, Ministre de
la Coopération et de l'Action humanitaire
du Grand-Duché de Luxembourg*

**Conférence Internationale sur le Financement du Développement
Monterrey, 18 - 22 mars 2002**

M. Le Président, Excellences, Distingués Délégués, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, M. le Président, ainsi que les membres du Bureau pour votre élection. J'aimerais également saisir cette occasion pour exprimer la gratitude de mon gouvernement au gouvernement mexicain ainsi qu'à la ville de Monterrey pour avoir proposé d'accueillir et pour avoir organisé cette Conférence historique.

Le Gouvernement du Grand-Duché aimerait souligner toute l'importance qu'il attache à la Conférence Internationale sur le Financement du Développement. Il s'agit en particulier que lors de cette Conférence la communauté internationale réserve une suite concrète à aux engagements qu'elle a pris dans la déclaration du Millénaire visant en particulier à réduire de 50% l'extrême pauvreté d'ici 2015. La Banque Mondiale estime qu'une Aide Publique au Développement supplémentaire et annuelle de 40 à 60

milliards de dollars est nécessaire pour permettre la réalisation de cet objectif. La déclaration du Millénaire figure comme référence générale alors que Monterrey nous indique *comment* mettre cette déclaration en oeuvre et que Johannesburg devrait nous fournir *le champ d'application concret* dans cette logique de la Communauté internationale à laquelle le gouvernement du Luxembourg souscrit.

Monsieur le Président,

On a peu conscience des progrès notables accomplis dans le monde en développement depuis 30 ans. Ceux-ci démontrent que l'éradication de la pauvreté n'est pas une chimère. Un enfant né aujourd'hui peut espérer vivre huit années de plus que s'il avait vu le jour il y a 30 ans. Mais n'oublions pas qu'à la fin 2000, environ 36 millions de personnes étaient séropositives ou porteuses du virus du SIDA et que quelque 95 % d'entre elles vivaient dans les pays en développement, et 70 % en Afrique subsaharienne. Quant aux progrès réalisés - fussent-ils insuffisants, ils nous révèlent

l'existence de moyens réels dont nous disposons d'ores et déjà. Pas question de remettre en question ces acquis. Pas question de les laisser ronger par une globalisation encore trop exclusive.

Un commerce plus équitable, une responsabilisation générale de **TOUS** en matière de lutte contre le changement climatique, un vrai partenariat Nord-Sud privilégiant à la fois l'ampleur de l'effort et son efficacité, une politique de santé globale visant à franchir le fossé qui, hélas continue d'éloigner les médecins des malades, les malades des médicaments, les infrastructures hospitalières des populations qui en ont réellement besoin, voilà autant d'éléments susceptibles d'appriivoiser une mondialisation par trop débridée et de donner une empreinte plus humaniste à une gouvernance mondiale trop balbutiante à l'heure actuelle.

Monsieur le Président,

Ensemble avec nos partenaires de l'Union Européenne, nous n'avons pas attendu les événements tragiques du 11 septembre - que rien ne saurait justifier - pour nous rendre compte de la nécessité d'introduire des changements structurels profonds sur notre planète.

Le Gouvernement du Luxembourg est préoccupé par la baisse de l'APD mondiale depuis une dizaine d'années. La moyenne de l'APD est, en effet, tombée en 2000 à un niveau critique correspondant à seulement 0,22 % du PNB des pays de l'OCDE. Ainsi, l'APD en faveur de l'Afrique qui en 1990 était encore de 25.4 milliards de US\$ est tombée à 15.7 milliards de US\$ en 2000.

Mon gouvernement a depuis une dizaine d'années régulièrement augmenté son APD. En l'an 2000, il a consacré 0.74 % de son Revenu National Brut à cette fin. Il est décidé de poursuivre l'augmentation de son APD qui devrait atteindre 1% de son RNB d'ici le milieu de la décennie.

L'Union Européenne et ses Etats membres - qui fournissent plus de 50 % de l'Aide Publique au développement, ont une responsabilité considérable à assumer. Nous nous félicitons des conclusions récentes du Conseil Européen de Barcelone qui visent à augmenter la moyenne de l'APD des Etats membres jusqu'à 0,39% d'ici 2006.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg a participé activement aux travaux menés au sein de l'Union Européenne et aux sessions du Comité préparatoire des Nations Unies organisées en vue de cette Conférence. Nous considérons le Consensus de Monterrey comme inclusif et équilibré, comme il porte sur un ensemble de propositions permettant la mobilisation de nouvelles ressources nationales et internationales, concernant la dette, le commerce et le rôle du secteur privé pour financer le développement. Il importe autant que les pays en développement réalisent des réformes

indispensables pour assurer la bonne gouvernance. Il s'agit en particulier de promouvoir le bon fonctionnement des institutions publiques, d'éliminer la corruption, de réduire les inégalités et de mettre en place des systèmes fiscaux et administratifs efficaces et transparents.

La communauté internationale sera jugée davantage sur l'après-Monterrey et je salue à cet égard les recommandations du chapitre « Rester engagés ». Nous devons intensifier nos efforts visant à assurer la **cohérence de nos politiques** au niveau international. Cela veut dire que les objectifs du développement durable et de la lutte contre la pauvreté doivent être appuyés par toutes les politiques menées au niveau multilatéral, qu'il s'agisse des politiques agricole, commerciale, environnementale ou financière.

Finalement, Monsieur le Président, il me reste à vous exprimer tous mes meilleurs vœux pour une bonne clôture de vos travaux.

Je vous remercie.

